

Produire et consommer en France en 2030

Étude en souscription 2013

Présentation générale

« Si l'économie doit continuer de croître sur le très long terme, même faiblement, ce sera [...] au prix d'un découplage accentué d'avec l'emploi des matières premières non renouvelables, et ce découplage est imminent », écrivait François Grosse en 2010 ¹.

Selon lui, ce découplage, qui peut permettre de résoudre la problématique des ressources, est double : « Le découplage fondamental, c'est faire en sorte que la croissance des consommations de matières premières soit sensiblement inférieure à la croissance de la richesse économique, et s'abaisse tendanciellement en dessous de 1 % par an. Le découplage relatif, c'est faire en sorte de satisfaire les consommations de matières premières en majorité grâce au recyclage, et subsidiairement grâce aux matières vierges (les minerais). »

En 2011, le chercheur Chris Goodall a montré qu'au Royaume-Uni, un découplage absolu s'était opéré vers 2001-2003 entre la consommation de certains biens matériels et la croissance économique ². Ce **peak stuff** intègre les biens et services consommés au Royaume-Uni, quel que soit leur lieu de fabrication, et ne résulte donc pas de la désindustrialisation du pays.

Ce constat a des implications importantes, puisqu'il montre que la croissance économique n'est pas nécessairement incompatible avec un développement durable (entendons par là, ici, un développement compatible avec la disponibilité des ressources).

Les causes de ce découplage peuvent être multiples : lié au progrès technique, qui permet un usage plus efficace des ressources, et au vieillissement démographique (ménages déjà équipés), il pourrait également être induit et porté à l'avenir par l'émergence de nouvelles modalités de production et de consommation, potentiellement porteuses d'économies de ressources (le troc, les achats d'occasion, l'économie de fonctionnalité, le sur-mesure, la réparation, le recyclage, etc.).

Constatant la nécessité de ce découplage absolu entre croissance de richesse économique et consommation de ressources naturelles non renouvelables, considérant également que l'observation des pratiques des entreprises et des consommateurs peut être porteuse d'enseignements, Futuribles International lance une étude qui vise à **repérer les modes de production et de consommation émergents** susceptibles de contribuer à ce découplage.

Au-delà du repérage, il s'agira d'**estimer les perspectives de développement** de ces modes de production et de consommation émergents pour envisager leurs implications économiques (quelles modifications de la chaîne de valeur ?), sociales (quelles évolutions de l'emploi, du travail, des relations sociales ?), et tâcher d'évaluer leur potentiel relatif en termes d'économie de ressources physiques.

L'étude, centrée sur la France, se déroulera en **quatre phases** :

- 1) un diagnostic de la consommation matérielle en France (peut-on parler d'un *peak stuff* similaire à celui décrit par Chris Goodall au Royaume-Uni ?) ;
- 2) un repérage des modes de consommation et de production émergents, en France et à l'étranger, et une sélection de ceux qui semblent *a priori* porteurs du plus grand potentiel d'économie de ressources ;
- 3) une étude du potentiel de diffusion de ces pratiques innovantes (quels biens et services *a priori* concernés ?) ;
- 4) des scénarios qui mettront en cohérence les diverses innovations (couplage cohérent des innovations de production / consommation) repérées et étudieront leurs impacts économiques, sociaux, et leur potentiel en termes d'économie de ressources.

L'objectif d'ensemble de l'étude est de contribuer à **éclairer les réflexions sur les liens entre la création de richesse et l'utilisation des ressources naturelles non renouvelables**, en repérant et analysant des pratiques innovantes dans les domaines de la consommation et de la production.

Cette étude sera conduite par Futuribles International. Elle est réalisée grâce au soutien et à la contribution des membres partenaires de l'association, et des autres organisations qui ont accepté de participer à son financement et à son **comité d'orientation**.

Une page du **site Internet** de Futuribles sera consacrée à l'étude.

1. GROSSE François (chargé de mission auprès du directeur général du groupe Veolia Propreté), « Le découplage croissance / matières premières. De l'économie circulaire à l'économie de la fonctionnalité : vertus et limites du recyclage », *Futuribles*, n° 365, juillet-août 2010.

2. GOODALL Chris, « Peak Stuff: Did the UK Reach a Maximum Use of Material Resources in the Early Part of the Last Decade? », *Research paper*, 13 octobre 2011.

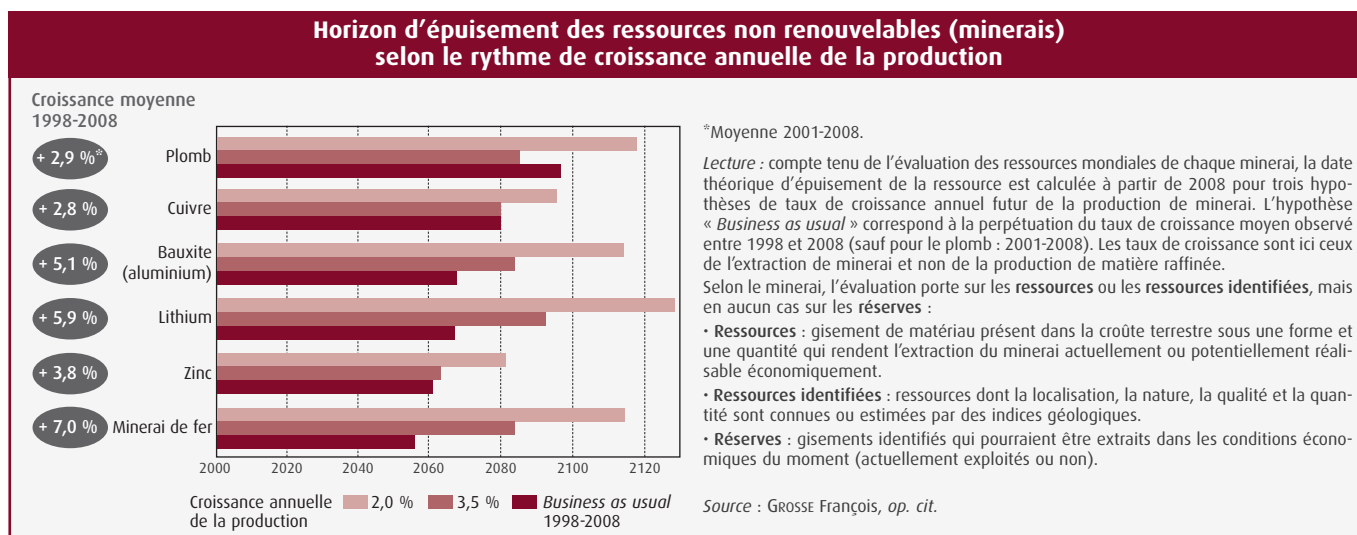
Les phases de la démarche

Phase 1 : diagnostic

Ce diagnostic vise à élaborer une note de problématique traitant des éléments suivants :

1. Le constat de départ

1.1 Non-durabilité d'une croissance fondée sur l'utilisation de ressources non renouvelables



1.2 Découplage absolu entre croissance économique et consommation matérielle au Royaume-Uni

Selon une étude du chercheur anglais Chris Goodall en 2011, le découplage relatif entre croissance économique et consommation de biens physiques serait devenu plus important que celui généralement estimé. Le chercheur montre qu'au Royaume-Uni, la croissance économique a pu aller de pair avec une baisse de la consommation de ressources physiques. C'est ce qu'il appelle le *peak stuff*.

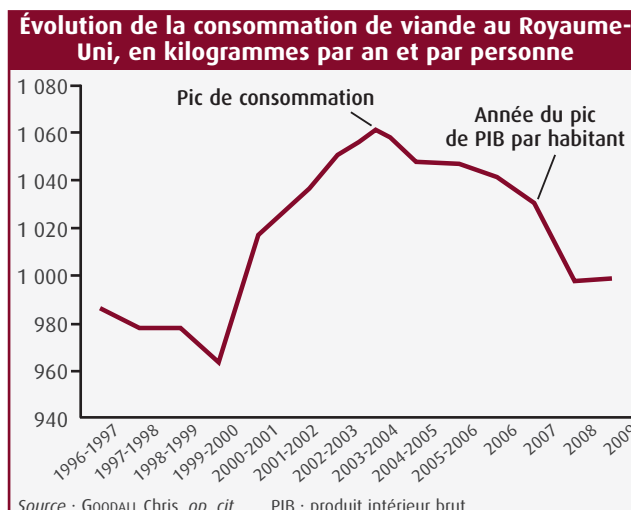
Il analyse ce pic à partir d'indicateurs synthétiques (voir tableau), mais également à partir de l'étude d'un certain nombre de biens (carburants fossiles, minéraux, biomasse, ciment, voitures neuves, viande).

Évolution du total des ressources nécessaires à l'activité économique du Royaume-Uni

Poids (en millions de tonnes)	TDE	DMC	TMR
2001	663	700	2 174
2007	557	679	2 091
2009	458	566	1 755
2007 en % de 2001	84 %	97 %	96 %
2009 en % de 2001	69 %	81 %	81 %

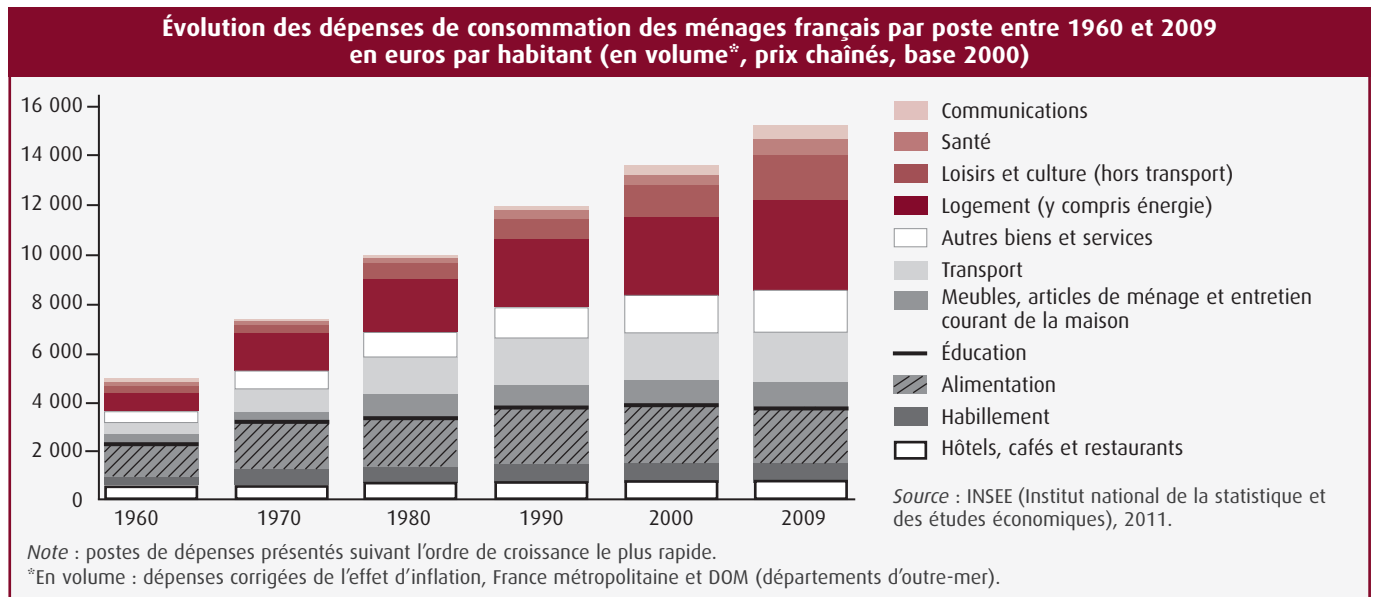
TDE : *total domestic extraction*, extraction totale de ressources (biomasse, carburants fossiles, minerais) sur le territoire britannique.
 DMC : *direct material consumption*, consommation directe de ressources sur le territoire britannique.
 TMR : *total material requirement*, masse totale de ressources nécessaires à l'économie britannique.

Source : GOODALL Chris, *op. cit.*, à partir des données de l'ONS (Office of National Statistics), *Material Flow Accounts for the United Kingdom*, de 1970 à 2009.



2. Assiste-t-on à un peak stuff en France ?

2.1 La consommation a crû en volume monétaire

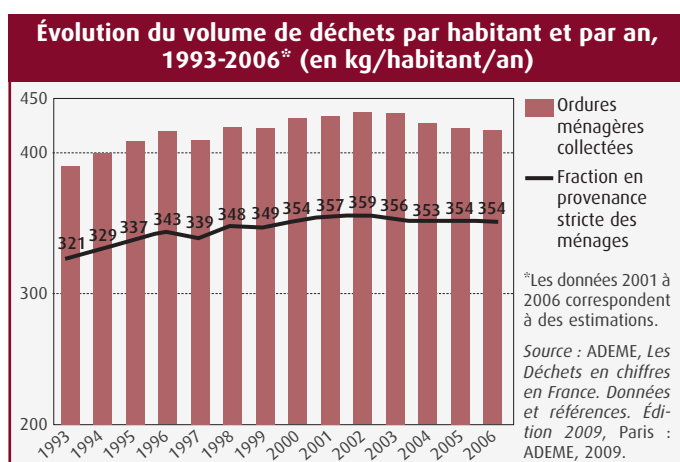


En France, la consommation finale des ménages est en augmentation régulière depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Elle a été multipliée par 3,2 en volume monétaire depuis 1960. Cette croissance de la consommation s'est accompagnée (du moins jusqu'à récemment) d'une hausse de la consommation de ressources physiques qui composent matériellement les biens et services achetés et qui sont nécessaires à leur production.

2.2 Cette consommation est-elle moins « matérielle » ?

Il s'agira ici de mener une enquête de type *peak stuff* pour la France à travers des indicateurs globaux (TDE, DMC, TMR s'ils sont disponibles) et quelques matières et produits emblématiques.

— Certains indicateurs semblent prouver que la consommation n'est pas moins matérielle, mais ils méritent d'être affinés. Entre 1975 et 2004, les dépenses de consommation des ménages ont augmenté en moyenne de 2 % par an. Sur la même période, la croissance de la masse des déchets ménagers a été de 3,3 % par an, alors que le nombre de ménages n'augmentait que de 1,24 % par an.



— D'autres indicateurs, qui doivent également être affinés, peuvent laisser penser que la consommation est moins matérielle. Ainsi, depuis 2002, le volume de déchets annuels par habitant tend à décroître. À Paris, ce volume diminue régulièrement depuis 10 ans : il s'élevait à 587 kilos en 2000, contre 519 kilos en 2011, soit une baisse de 11,6 %. En conséquence, la mairie envisage de passer de sept jours de collecte par semaine à six d'ici 2019³.

Une baisse de la consommation semble aussi s'observer pour certains biens matériels (cuisinières, congélateurs...).

3. Diagnostic sur la production

Ce diagnostic s'attachera à comprendre l'influence de la disponibilité et des coûts des matières premières sur les évolutions des modes de production des entreprises.

3. SALLÉ Caroline, « Grand ménage dans la collecte des ordures à Paris », *Le Figaro*, 18 janvier 2013.

Phase 2 : Établir une banque des innovations

La nature et les volumes de production et de consommation évoluent sous l'influence de pratiques émergentes qui s'observent depuis quelques années, et se développent plus ou moins rapidement.

Dans le domaine de la **production**, relevons par exemple :

- les circuits courts (vente directe du producteur au consommateur, ou avec un seul intermédiaire) ;
- la production à la demande et la microproduction (grâce par exemple aux imprimantes 3D...) ;
- l'économie de fonctionnalité (qui vise à substituer à la vente d'un bien la vente d'un service ou d'une offre de fonctions équivalentes) et l'économie circulaire (qui vise à limiter, dès la production, la consommation de ressources et les déchets) ;
- l'affichage environnemental des produits (normes en cours) ;
- l'utilisation d'outils de type ACV (analyse du cycle de vie).

Dans le domaine de la **consommation**, citons notamment :

- la diversification des lieux d'achat (l'hypermarché n'est plus le temple de la consommation, les offres se multiplient dans les commerces physiques et sur Internet) ;
- la consommation collaborative (qui désigne les achats, ventes, locations et échanges de biens et services entre particuliers sur Internet) ;
- l'achat de produits d'occasion (qui se développe rapidement, notamment sur Internet) ;
- la réparation de biens (téléphones, électroménager...).

Dans cette phase de travail, il s'agira donc de **repérer les modes de consommation et de production innovants et sobres**, en France et à l'étranger. On s'attachera essentiellement à accomplir ce travail de veille dans les secteurs de consommation aujourd'hui les moins observés sous ce prisme. Ce travail de repérage sera établi à travers la mise en place d'un dispositif de veille piloté par Futuribles International, et associant différents partenaires. L'objectif sera d'identifier entre 30 et 100 innovations dont le potentiel de développement est *a priori* important (et qui sera estimé dans la phase suivante).

Le résultat de cette veille donnera lieu à une **banque d'innovations** sur le site Internet de l'étude. Un classement des innovations sera proposé suivant plusieurs critères qui seront à définir avec le comité d'orientation (domaine de consommation ou production, acteur à l'initiative de l'innovation, potentiel estimé de diffusion de l'innovation, degré d'impact estimé qualitativement sur la consommation de ressources, etc.).

Phase 3 : Analyse approfondie de 5 à 10 innovations

Une **sélection de 5 à 10 innovations** sera effectuée par le comité d'orientation en fonction de leurs perspectives de diffusion (quels produits et services peuvent être concernés ?) et, si possible, en fonction de leur potentiel de réduction de la consommation de ressources (estimé de façon très approximative). Ces innovations couvriront le champ des postes de consommation analysés dans le diagnostic.

Pour chacune de ces innovations, une analyse approfondie sera effectuée (**monographie**), qui s'attachera à étudier précisément la nature de l'innovation, son contexte d'émergence, les biens et services auxquels elle peut s'appliquer, les autres innovations repérées dans le même champ, les possibilités d'extension de cette innovation, ses impacts possibles sur la consommation de ressources (estimée de façon qualitative), sur les transformations des chaînes de valeur et l'organisation des activités, sur l'organisation sociale (emploi, revenus, relations sociales).

Les critères d'appréciation des impacts des innovations sur les champs économiques, sociaux et physiques (ressources) seront proposés et discutés par le comité d'orientation.

Phase 4 : Construction de scénarios « Consommer et produire à l'horizon 2030 »

Les 5 à 10 innovations étudiées constitueront des ruptures par rapport aux modes de production et de consommation tendanciels. Il sera possible de construire, avec le comité d'orientation, différents scénarios sur les modalités de production et de consommation en France à partir des **combinaisons cohérentes** entre les innovations de consommation-production analysées dans la phase 3.

Réalisation

Équipe

L'étude sera conduite par Futuribles International avec divers partenaires (en cours de sollicitation).

Directeur d'étude : François de Jouvenel (Futuribles International)

Chef de projet : Cécile Désaunay (Futuribles International)

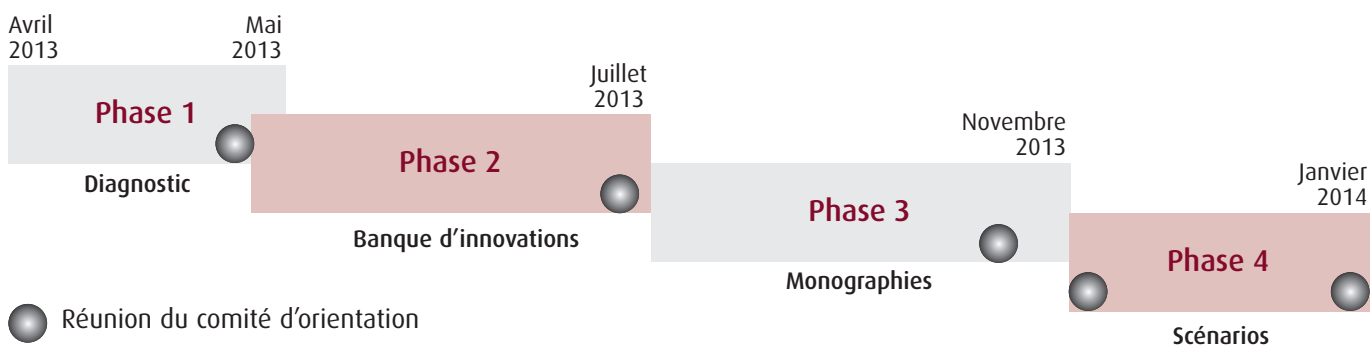
Conseiller scientifique : Véronique Lamblin (Futuribles International)

Comité scientifique (en cours de constitution) :

- **Dominique Bourg**, professeur à la Faculté des géosciences et de l'environnement de l'université de Lausanne (Suisse)
- **François Grosse**, Veolia Environnement
- **Bruno Héroult**, sociologue, chef du Centre d'études et de prospective du ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
- **Nicolas Herpin**, directeur de recherche émérite au CNRS (Centre national de la recherche scientifique)
- **Jacques Theys**, ancien responsable de la Mission prospective du ministère français de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie
- **Jacques Varet**, conseiller au BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières) et vice-président de l'association 4D (Dossiers et débats pour le développement durable)

Comité d'orientation : il est composé des représentants des organisations participant à l'étude et des membres du comité scientifique ; il se réunit à chacune des étapes clés du projet.

Planning



Modalités de participation et conditions de réalisation

Le prix de souscription à cette étude est de 9 000 euros hors taxes, soit 10 764 euros TTC (dont TVA à 19,6 % : 1 764 euros), payables selon l'échéancier suivant :

- 30 %, (2 700 euros HT, soit 3 229,20 euros TTC, dont TVA à 19,6 % de 529,20 euros) à la fin de la phase 1 ;
- 40 % (3 600 euros HT, 4 305,60 euros TTC, dont TVA à 19,6 % de 705,60 euros) à la fin de la phase 3 ;
- 30 %, (2 700 euros HT, soit 3 229,20 euros, TTC dont TVA à 19,6 % de 529,20 euros) à la fin de l'étude.

Les membres associés de l'association Futuribles International bénéficient sur ce tarif d'une réduction de 10 %.

L'étude est ouverte aux membres partenaires de Futuribles International sans frais de souscription.

La souscription est lancée à partir du 1^{er} mars 2013.

Contacts

Cécile Désaunay : Tél. + 33 (0)1 53 63 37 78 ; cdesaunay@futuribles.com

François de Jouvenel : Tél. + 33 (0)1 53 63 37 77 ; fjouvenel@futuribles.com

PRODUIRE ET CONSOMMER EN FRANCE EN 2030

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

À retourner à Futuribles International - 47, rue de Babylone - F-75007 Paris
Tél. + 33 (0)1 53 63 37 70 - Fax + 33 (0)1 42 22 65 54
E-mail forum@futuribles.com - Site Internet www.futuribles.com
N° TVA : FR 21.784314940 - N° SIRET : 784 314 940 00056

Nom
Prénom
Fonction
Organisation
Adresse
..... Code postal
Ville Pays
Tél. Fax
E-mail
N° TVA

Souscrit à l'étude en qualité de :

Membre partenaire de Futuribles International

Souscrit à l'étude « Produire et consommer en France en 2030 ».

Membre associé de Futuribles International

Souscrit à l'étude « Produire et consommer en France en 2030 » pour un montant total de 8 100 euros HT soit 9 687,60 euros TTC (dont TVA à 19,6 % = 1 587,60 euros).

Non-membre de Futuribles International

Souscrit à l'étude « Produire et consommer en France en 2030 » pour un montant total de 9 000 euros HT soit 10 764 euros TTC (dont TVA à 19,6 % = 1 764 euros).

Correspondant principal

Nom
Prénom
Fonction
Service
Tél. Fax
E-mail

Règlement :

- par chèque bancaire ou postal
à l'ordre de Futuribles International
- par virement bancaire : Banque Neuflyze OBC,
3, avenue Hoche - F-75008 Paris
Code banque 30788, code guichet 00107
N° de compte 10202041200 clé 24
IBAN FR76 3078 8001 0710 2020 4120 024
BIC NSMBFRPPXXX
- par carte Visa ou American Express
N° Expire
Cryptogramme figurant sur votre carte
- au reçu d'une facture

et s'engage à verser le montant de souscription de l'étude selon l'échéancier indiqué ci-contre.

Fait à

Le

Signature

Cachet de l'organisation

futuribles
INTERNATIONAL

47, rue de Babylone - F-75007 Paris
N° TVA : FR 21.784314940 - N° SIRET 784 314 940 00056
Tél. 33 (0)1 53 63 37 70 - Fax 33 (0)1 42 22 65 54
E-mail forum@futuribles.com
Site Internet www.futuribles.com

ASSOCIATION FUTURIBLES INTERNATIONAL

47, rue de Babylone, 75007 Paris, France

Tél. + 33 (0)1 53 63 37 70 - Fax. + 33 (0)1 42 22 65 54

E-mail : forum@futuribles.com - Site Internet : www.futuribles.com



*Explorer ce qui peut advenir
(les futurs possibles)
et ce qui peut être fait
(les politiques et les stratégies)*

► UNE ASSOCIATION INTERNATIONALE DE PROSPECTIVE, FUTURIBLES INTERNATIONAL...

✓ Veille

- Sur qui fait quoi, où et comment, dans le domaine des études prospectives
- Vigie : système de veille prospective sur l'environnement stratégique des entreprises et des organisations

✓ Forum prospectif

Plate-forme de rencontres entre experts et décideurs, Futuribles International organise des tables rondes, des journées d'étude et des colloques internationaux

✓ Formation

- Des sessions de formation aux concepts et aux méthodes de prospective
- Des sessions de formation à la prospective appliquée

✓ Études et recherche

Des études en souscription sont lancées sur différentes problématiques économiques, sociales, environnementales, etc.

► ...EN LIEN AVEC UNE SOCIÉTÉ DE PRESSE ET DE COMMUNICATION

- ✓ *Futuribles*, revue mensuelle pluridisciplinaire et prospective sur les grands enjeux du monde contemporain et ses évolutions possibles
- ✓ Une action permanente de sensibilisation aux futurs possibles au travers des médias (édition, production audiovisuelle...)

► ...ET UN PÔLE D'EXPERTISE EN PROSPECTIVE ET STRATÉGIE

- ✓ Des études de prospective appliquée
- ✓ Une activité de conseil en veille, prospective et stratégie auprès des entreprises et organismes publics